

PROGRAMME SOCIÉTÉ CIVILE ET PARTICIPATION

CITOYENS, SOCIÉTÉS CIVILES ET POUVOIRS PUBLICS : NOUVEAUX ENJEUX, NOUVEAUX DÉFIS



Mercredi 13 juin 2012, Paris

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 9/11 RUE FROISSART, 75003 PARIS

L'onde de choc du printemps arabe a amené les représentants des sociétés civiles organisées et des pouvoirs publics à questionner leurs relations avec les populations. Ces crises du politique en Afrique du Nord ont fait écho à celles que nous traversons aussi en France, en Europe et ailleurs encore dans le monde. C'est parce que cette actualité nous amène à regarder dans nos propres sociétés et à trouver des solutions pour renforcer un dialogue productif entre les diverses parties prenantes de la gouvernance que le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale) et l'IRG (Institut de Recherche et débat sur la Gouvernance) ont souhaité ouvrir un temps de discussion sur les enjeux et défis que rencontrent les sociétés civiles dans leur participation aux politiques publiques.

Depuis 2006, le CFSI s'est engagé dans un programme sur le thème « Société civile et participation » avec pour objectif de soutenir et valoriser les pratiques innovantes de coopération entre ses organisations membres et leurs partenaires, en faveur d'un dialogue productif entre sociétés civiles et pouvoirs publics. L'engagement du CFSI en la matière est axé sur les questions d'efficacité, de crédibilité et de légitimité des sociétés civiles, et sur la diversité du dialogue avec les pouvoirs publics. A travers ce programme, le lien avec les acteurs de terrain établis dans une vingtaine de pays offre une palette très large qui constitue une sorte de base de données vivante de projets et d'expériences.

Créé en 2006 à l'initiative de la Fondation pour le progrès de l'Homme (Fph), l'IRG est un espace international de réflexion et de propositions sur la gouvernance publique. L'IRG travaille en réseau avec des partenaires à travers le monde, dans une perspective interculturelle, interdisciplinaire, inter-acteurs et inter-échelles. Il alimente le débat sur la gouvernance, ouvre de nouveaux axes de recherche et d'expertise et aide à l'élaboration de politiques publiques. Dans le cadre de son programme « Coproduction du bien public et partenariats multi-acteurs », l'IRG s'intéresse plus particulièrement aux modalités et aux effets des processus de dialogue et d'interaction entre les différentes parties prenantes de l'action publique.

PRÉSENTATION DU SÉMINAIRE

De la Tunisie à la France en passant par l'Europe, nous constatons l'émergence et la mobilisation de mouvements sociaux et de citoyens, en marge ou en parallèle des structures plus organisées de la société civile. Une telle tendance est-elle révélatrice d'une nouvelle vague de diversification de la société civile ? Témoigne-t-elle d'une quête parallèle de représentation et de nouvelles formes de revendications ? Cette diversification des acteurs et des canaux de communication est-elle porteuse d'un renforcement de la société civile ou au contraire est-elle synonyme d'une possible fragmentation ? Quelles relations entre les diverses composantes de cette « société civile » élargie ? Comment faire de cette diversité une force ?

La diversité des parties prenantes à la régulation publique - qu'il s'agisse des organisations non gouvernementales, des collectivités locales, des organisations professionnelles, des acteurs économiques, des citoyens ou des pouvoirs publics - interroge les modalités d'un dialogue élargi autour des politiques publiques. Face aux revendications citoyennes de plus en plus affirmées, se pose enfin la question cruciale de l'impact de ce dialogue pluri-acteurs sur les besoins et les aspirations des populations.

Autant de questions qui seront abordées et déclinées lors de cette journée à l'occasion de quatre tables rondes.



PROGRAMME PRÉVISIONNEL

9h00 **Accueil des participants**

9h15 - 9h30 **Ouverture de la journée**

9h30 - 11h00 **Table ronde n°1 - Les défis des sociétés civiles face à l'évolution de l'expression citoyenne**

Les révolutions arabes, l'interpellation et les revendications portées par les mouvements sociaux et populaires dans le monde ont à nouveau mis à jour leur capacité à changer la donne ou à se mobiliser face au système financier mondial. Le poids de ces mouvements citoyens questionne celui des organisations de la société civile (OSC) en tant qu'intermédiaires entre les populations et les pouvoirs publics. Ces changements interrogent l'évolution des légitimités et de la représentativité des OSC ainsi que les voies désormais empruntées pour les refonder.

- **Jean-Jacques Guigon**, chargé de mission confédéral « Afrique », CGT.
- **Nicolas Haeringer**, sociologue, spécialiste des mouvements citoyens internationaux et corédacteur en chef de la revue «Mouvements».
- **Gus Massiah**, membre du Conseil scientifique d'Attac-France et membre du Conseil international du Forum social mondial.
- **Un représentant de La Netscouade**, agence digitale pionnière du web social, leader en innovation, communication d'influence et rich media.

Débat avec la salle

11h00 - 11h15 **Pause**

11h15 - 12h45 **Table ronde n°2 - Les défis des sociétés civiles face à leur diversité**

Loin de se limiter aux organisations non gouvernementales (ONG), la « société civile » se distingue aujourd'hui par la pluralité des acteurs qui la composent, qu'ils soient collectifs ou individuels, professionnels ou encore économiques, informels ou au contraire organisés, locaux ou internationaux, etc. Cette diversification emporte peut être avec elle un risque de division voire même de concurrence et d'affaiblissement de sa capacité d'influence. Elle pose de manière cruciale la question de la structuration collective des sociétés civiles.

- **Daniel Verger**, directeur de Coordination Sud
- **Ousseini Ouedraogo**, secrétaire exécutif du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest).
- **Gerry Salole**, directeur du Centre Européen des Fondations (sous réserve).
- **Moctar Diallo**, coordinateur national du PROJEG (Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes) et membre du comité de pilotage du programme « Société civile et participation ».

Débat avec la salle

SÉMINAIRE INTERNATIONAL



12h45 - 14h00 Déjeuner

14h00 - 15h30 Table ronde n°3 - Les défis du dialogue social et politique

La diversification et l'élargissement du panel d'acteurs en lien avec les pouvoirs publics entraîne une recomposition de l'action publique aux différents échelons territoriaux : locaux, nationaux, régionaux et internationaux. Pour gérer cette complexité et aller dans le sens d'approches plus « inclusives », différentes modalités de dialogue sont mises en œuvre, non sans connaître certaines limites voire même instrumentalisation.

- **Aurélien Sautière**, directeur de « Décider ensemble ».
- **Un représentant d'une Chambre régionale d'économie sociale et solidaire.**
- **Youssef Cissé**, consultant et membre du comité de pilotage du programme « Société civile et participation ».
- **Younoussa Cherif Diallo**, responsable du projet « Les collectivités unies au cœur du développement local de la Préfecture de Kindia » porté par Coopération Atlantique.
- **Un représentant de l'Institut de la concertation.**

Débat avec la salle

15h30 - 15h45 Pause

15h45 - 17h15 Table ronde n°4 - Le dialogue dans les politiques publiques : quels impacts pour les populations ?

Au moment où les organisations de la société civile et les pouvoirs publics sont interpellés par les populations pour que leurs aspirations soient entendues et prises en compte, se pose le défi essentiel de l'impact des dispositifs de dialogue pluri-acteurs sur les politiques publiques.

- **Témoignage d'une collectivité territoriale** sur l'élaboration de son agenda 21 local.
- **Founké Sissoko**, directeur des services de l'Assemblée Régionale de Kayes, partenaire du GRDR dans le projet « Processus participatif multi-acteurs de formulation d'une stratégie migratoire régionale ».
- **Julien Talpin**, politiste, Université de Lille 2 et Université Paris 12.
- **Un représentant du Comité Economique et Social Européen.**

Débat avec la salle

17h15 - 17h45 Clôture du séminaire



SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
9/11 RUE FROISSART
75003 PARIS

M° 8, arrêt Saint-Sébastien - Froissard



CE SÉMINAIRE EST ORGANISÉ AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT. LE CONTENU DES DÉBATS RELÈVE DE LA SEULE RESPONSABILITÉ DU CFSI ET NE PEUT EN AUCUN CAS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME REFLÉTANT LA POSITION DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

INSCRIPTIONS PAR MAIL, AVANT LE 4 JUIN 2012, À L'ADRESSE SUIVANTE : scp@cfsi.asso.fr
POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, CONTACTER **QUENTIN COQUILLAUD** AU 01 44 83 88 60

COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
32 RUE LE PELETIER - 75009 PARIS - TÉL. : 33 (0) 1 44 83 88 50 - www.cfsi.asso.fr



SÉMINAIRE INTERNATIONAL